

Une rentrée sociale sous le signe de la lutte des classes.

Le succès de la mobilisation des 10 et 18 septembre traduit bien la colère des salarié.e.s et d'une grande partie de la population face aux politiques régressives et austéritaires menées depuis plusieurs années. Mais il est clair qu'il faudra amplifier la lutte et l'inscrire dans la durée pour en venir à bout. Car derrière ces politiques, c'est au capital que l'on s'attaque et un capital d'autant plus déterminé à défendre ses intérêts qu'il est aujourd'hui en difficulté. Il suffit de voir avec quelle virulence le patronat et ses relais médiatiques dénoncent le projet de taxe Zucman. Le Medef annonce même un « énorme meeting patronal » le 13 octobre pour dissuader le gouvernement de tout recul sur la fiscalité des entreprises et des milliardaires.

Le capitalisme est en effet confronté aujourd'hui à une crise systémique en raison d'une stagnation de la productivité qui pèse sur le taux de profit des entreprises. Ce n'est certes pas la première fois qu'une telle situation se produit. C'est même une caractéristique du capitalisme que Karl Marx a mise en évidence : la baisse tendancielle du taux de profit. Mais à chaque fois, le capital a su trouver les moyens de s'affranchir temporairement de cette loi d'airain, souvent au prix d'une grande violence sociale. La période actuelle ne fait pas exception où l'on voit que le capital recourt toujours aux mêmes méthodes pour accroître sa part des richesses créées par les travailleurs.

Sa première réaction est d'investir dans de nouvelles technologies censées permettre des gains de productivité. L'intelligence artificielle (IA) est aujourd'hui cet eldorado espéré qui devrait transformer radicalement l'économie et réduire le fardeau que constitue les salariés dont le travail pourra désormais être réalisé à moindre coût par des ordinateurs. Les investisseurs et tout ce que la finance compte de spéculateurs se précipitent donc pour financer à coup de milliards les nouveaux acteurs de ce secteur, même si ceux-ci ne dégagent pour l'instant aucun bénéfice. Le risque est que la bulle financière en train de se créer ne finisse par éclater comme lors du krach d'internet en 2000. D'autant qu'une étude récente du MIT (Massachusetts Institute of Technology) montre que 95% des projets d'accroissement de la productivité par l'IA sont des échecs.

Une autre solution est de trouver de nouvelles sources de profit en ouvrant de nouveaux marchés. Si « le temps béni des colonies » est aujourd'hui révolu (même si l'exploitation des pays du Sud perdure sous d'autres formes), il existe de vastes secteurs qui échappent encore à l'emprise du marché et qui suscitent la convoitise du capital : la protection sociale et les services publics. Ce n'est donc pas un hasard si les gouvernements successifs s'attaquent avec constance à leur démantèlement : privatisations, ouverture à la concurrence, réduction des droits sociaux et des systèmes de solidarité... Pour le plus grand profit d'entreprises privées et au détriment des salarié.e.s et d'une grande partie de la population. C'est par exemple une attaque régulière contre la Sécurité sociale, 80 ans après sa création par le Conseil national de la Résistance et par Ambroise CROIZAT, avec les pressions idéologiques sur la capitalisation, les 666 milliards de budget attisant les appétits des compagnies d'assurance et les marchés financiers.

Restaurer le taux de profit passe aussi par la destruction d'une partie du capital, ce qui améliore la rentabilité du capital restant. Et de ce point de vue, il n'y a rien de mieux que la guerre. Comme le disait Jaurès : « La capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Et c'est bien malheureusement ce que nous vivons aujourd'hui avec une offensive des va-t'en guerre et un accroissement extraordinaire des budgets militaires. Pour le plus grand profit des multinationales de l'armement et au risque de faire peser une lourde menace sur les travailleuses et les travailleurs qui, comme on le sait, sont toujours les premières victimes des guerres.

Le capital peut également améliorer sa rentabilité en pesant sur le partage de la plus-value. Cela passe par la pression sur les salaires mais aussi la réduction des cotisations sociales dites patronales

ou leur transfert sur la collectivité, c'est-à-dire in fine sur les salarié.e.s et les retraité.e.s, via des exonérations. Mais tout ceci n'est possible que si on limite les capacités de réaction des salarié.e.s. On comprend mieux ainsi les attaques menées contre le droit du travail.

L'ampleur de l'offensive du capital est telle toutefois que s'en prendre aux protections des salarié(e)s ne suffit pas. La destruction d'un modèle social hérité de décennies de luttes sociales et constitutif de la société d'aujourd'hui affecte l'ensemble de la population. Ce sont donc les réactions de celle-ci qu'il faut prévenir et empêcher en limitant les libertés publiques (restriction des possibilités de manifestation, atteinte à la liberté de la presse...) et en pratiquant une politique de plus en plus autoritaire. Et c'est bien ce à quoi on assiste en France, notamment depuis l'élection de Macron, l'exemple le plus flagrant étant la réforme des retraites.

Mais pour le capital, ces politiques autoritaires trouvent leurs limites en démocratie. D'où la tentation de subvertir l'ordre démocratique. Les États-Unis avec Trump en sont un exemple. Mais en France aussi le patronat n'hésite plus à soutenir l'extrême-droite pour faire prévaloir ses intérêts comme le prouve le rapprochement entre le MEDEF et le RN.

Cela montre que notre lutte contre l'extrême-droite est désormais indissociable de notre combat contre le capital et qu'il nous faut mener les deux de front.

C'est dans ce cadre que doit s'inscrire la mobilisation du 2 octobre. Nous avons une responsabilité particulière, au sein de nos USR, nos UL et nos UD pour contribuer à la prise de conscience des salarié.e.s et des retraité.e.s que derrière l'action contre la politique austéritaire du gouvernement, c'est une action de très grande ampleur contre la vaste offensive du capital allié à l'extrême-droite qui s'engage. Une lutte de classes qui pour être victorieuse ne devra pas s'arrêter à une journée d'action et nécessitera d'élargir le front syndical au mouvement social en lien avec les forces politiques qui le soutiennent ce qui nécessitera une stratégie sur la durée pour que la peur change de camp.